

Convention collective

**EXPLOITATIONS HORTICOLES
ET PÉPINIÈRES
(FINISTÈRE)**

(21 novembre 1985)

(Etendue par arrêté du 22 mai 1986,
Journal officiel du 30 mai 1986)

AVENANT N° 26 DU 14 MARS 2005 (1)

NOR : *AGRS0597062M*

Entre :

Le syndicat des horticulteurs et des pépiniéristes ;

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats FGA-CFDT ;

L'union départementale des syndicats FO du Finistère ;

L'union départementale des syndicats CFTC du Finistère,

D'autre part,

les représentants patronaux agissant en vertu d'une délibération spéciale de leur syndicat, les représentants ouvriers en vertu des dispositions statutaires de leur organisation, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 17 de la convention collective du 21 novembre 1985 réglementant les conditions de travail et de rémunération des salariés et apprentis des exploitations horticoles et des pépinières du Finistère sont remplacées par les suivantes :

Sous réserve des dispositions légales relatives au salaire minimum inter-professionnel de croissance, le salaire horaire afférent à chaque emploi défini à l'article 16 de la convention collective est fixée comme suit à compter du 1^{er} avril 2005.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Salaires horaires au 1^{er} avril 2005

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE (en euros)
I	1	101	7,61
	2	102	7,66
II	1	201	7,72
	2	202	7,78
III	1	301	7,83
	2	302	8,10
IV	1	401	8,28
	2	402	8,56

Article 2

L'article 53 de la présente convention collective intitulé « Formation professionnelle » est intégralement remplacé par les dispositions suivantes :

A partir de l'année 2005, le taux et le mode de recouvrement de la cotisation formation professionnelle seront conformes aux dispositions et aux modalités prévues par les accords nationaux du 2 juin 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et sur la mutualisation des fonds de la formation professionnelle dans la production agricole.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera remis à chacune des organisations syndicales signataires.

Fait à Quimper, le 14 mars 2005.

(Suivent les signatures.)